

**Union européenne - Syrie - Armes  
chimiques - Adoption de sanctions  
par l'Union européenne -  
Déclaration du porte-parole adjoint  
du ministère des affaires étrangères  
et du développement international  
(Paris, 20 mars 2017)**

La France salue l'adoption par l'Union européenne, le 20 mars, de sanctions à l'encontre de quatre officiers syriens responsables d'attaques chimiques contre des civils en Syrie. Leur responsabilité avait été établie par le mécanisme conjoint d'enquête et d'attribution des Nations unies et de l'Organisation internationale des armes chimiques (JIM), dans son rapport publié en août dernier. Ces individus s'ajoutent à la liste des personnes visées par des mesures restrictives européennes du fait de leur implication dans le conflit en Syrie.

Par cette décision, l'Union européenne marque son engagement déterminé en faveur du respect de la convention pour l'interdiction des armes chimiques (CIAC) et de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

La France poursuivra ses efforts afin de ne pas laisser les responsables de ces crimes impunis. Elle ne se résoudra pas à la banalisation de l'utilisation continue par le régime de Damas des armes chimiques contre les populations civiles./.